

Questions de privilège

1

Avenir du CHU Sainte-Justine

2

Attendu que le CHU Sainte-Justine est le seul centre pédiatrique autonome au Québec et le plus important centre mère-enfant au Canada

Attendu que le CHU Sainte-Justine est au service des familles de l'ensemble du Québec

Attendu la décision du ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, de regrouper les conseils d'administration et les directions du CHU Sainte-Justine et du CHUM

Avenir du CHU Sainte-Justine

3

Attendu que cette décision a été prise sans consultation des parties prenantes du CHU Sainte-Justine

Attendu que cette décision ouvre la porte à une intégration graduelle et éventuellement complète du CHU Sainte-Justine au CHUM

Attendu qu'une gouvernance autonome est un facteur de succès majeur pour un établissement spécialisé comme le CHU Sainte-Justine

Proposition

4

Que la CSN appuie la campagne de sensibilisation « Aimer. Défendre. Ensemble, protégeons l'avenir du CHU Sainte-Justine »

Que le conseil fédéral de la CSN invite les organisations affiliées à faire connaître la campagne et à la partager sur leurs réseaux sociaux (site web, page Facebook, compte Twitter)

Regroupement Les Sages-femmes du Québec

5

Attendu que l'entente entre le gouvernement du Québec et le Regroupement Les Sages-femmes du Québec (RSFQ) est échuë depuis le 31 mars 2015

Attendu qu'aucune date de négociation n'est à l'agenda

Attendu la volonté du RSFQ d'en arriver à une entente négociée

Proposition

6

Que le conseil fédéral de la CSN appuie et soutienne la lutte du Regroupement Les Sages-femmes du Québec dans leurs revendications pour de justes conditions de travail

Campagne d'Amnistie internationale

7

Attendu la nécessité de dénoncer la répression dont sont victimes les militantes et militants des droits sociaux et environnementaux dans différents pays du monde

Attendu l'importance d'agir pour exercer de la pression sur les États qui bafouent ces droits fondamentaux

Campagne d'Amnistie internationale

8

Attendu l'importance de porter des messages de solidarité aux militantes et aux militants qui sont emprisonnés et persécutés pour leurs opinions politiques ou pour avoir milité en faveur des droits de la personne

Attendu les objectifs portés par la campagne d'Amnistie internationale :
Marathons d'écriture, écrire ça libère!

Proposition

9

Que le conseil fédéral de la CSN appuie la campagne 2017-2018 des marathons d'écriture d'Amnistie internationale et invite les organisations affiliées à y participer et à organiser des marathons à l'intention de leurs membres

Chantier naval Davie

Une question d'équité et de respect

10

Attendu que le chantier naval Davie a été exclu des contrats fédéraux totalisant 33 milliards de dollars octroyés par le gouvernement conservateur en 2011

Attendu que les contrats ont été octroyés aux chantiers Seaspan de Vancouver et Irving Shipbuilding de Halifax qui ont reçu des fonds publics pour agrandir et améliorer leurs installations alors que cela était proscrit dans le processus de soumission du gouvernement fédéral

Chantier naval Davie

Une question d'équité et de respect

11

Attendu que le chantier qui a les plus grandes installations et infrastructures au Canada s'est vu offrir qu'un pour cent des contrats fédéraux alors qu'il a une capacité de 50 % de la production canadienne

Attendu que le chantier naval Davie s'est vu décerner le titre de la meilleure entreprise de construction maritime en Amérique du Nord en 2015

Chantier naval Davie

Une question d'équité et de respect

12

Attendu que depuis 2011, les chantiers navals de Vancouver et de Halifax n'ont livré aucun bateau en accumulant d'importants retards aux échéanciers prévus avec un dépassement des coûts d'au moins le double des montants initialement estimés

Attendu que les chantiers navals de Vancouver et de Halifax se retrouvent gavés de contrats fédéraux assurant des emplois jusqu'en 2040 et qu'ils doivent donner en sous-traitance à l'international l'excédent de leurs carnets de commandes

Chantier naval Davie

Une question d'équité et de respect

13

Attendu que le chantier Davie a converti, par l'expertise et la qualité de sa main-d'œuvre, un navire commercial en un ravitailleur à la fine pointe de la technologie (l'Astérix) en seulement deux ans et dans les coûts prescrits sans aucun déboursé du gouvernement fédéral

Attendu que faute de nouveaux contrats à très court terme, ce sont plus de 800 travailleuses et travailleurs et leur famille qui se retrouveront au chômage avant la période des fêtes

Chantier naval Davie

Une question d'équité et de respect

14

Attendu que ces travailleuses et travailleurs sont les premières victimes de cette situation injuste et malsaine, causée au départ par le gouvernement conservateur de Stephen Harper et maintenant par l'inertie et l'aveuglement du gouvernement libéral de Justin Trudeau, qui affecte également l'économie de la région métropolitaine de Québec et de toute la province

Proposition

15

Que le conseil confédéral de la CSN réclame du gouvernement canadien l'octroi, à court terme, de contrats significatifs de construction navale au chantier Davie afin de sauver les emplois et d'attribuer de façon équitable la juste part des investissements fédéraux revenant au Québec

SN des travailleurs en accessoires électriques

Achats locaux par les sociétés d'État

16

Attendu l'annonce du 28 novembre dernier de General Electric Power (GE) de fermer son usine de La Prairie entraînant la perte de plus de 80 emplois, syndiqués à la CSN depuis 1965, et ce, parce que son plus gros client, Hydro-Québec, a décidé de s'approvisionner en Europe et aux États-Unis où il trouve des pièces moins dispendieuses

Attendu qu'une telle décision a des impacts importants dans toute la région montréalaise, notamment sur plus de 49 entreprises qui ont des liens directs et indirects avec l'usine de GE

SN des travailleurs en accessoires électriques

Achats locaux par les sociétés d'État

17

Attendu la situation identique de nombreuses entreprises québécoises qui pâtissent de la mondialisation de l'économie

Attendu le rôle important que jouent les sociétés d'État du Québec dans l'économie locale

Proposition

18

Que la CSN fasse les représentations nécessaires auprès du gouvernement afin d'obtenir que les sociétés d'État favorisent l'achat local et ainsi maintenir au Québec des emplois de qualité

ALENA

19

Attendu que la CSN a développé des liens de solidarité de très longue date avec le FAT (Frente autentico del trabajo) du Mexique

Attendu que les négociations de l'ALENA ont cours et devraient protéger les droits humains et les droits des travailleuses et des travailleurs dans les pays impliqués

ALENA

20

Attendu que le FAT a énoncé de graves inquiétudes quant à la sécurité des défenseurs des droits des travailleuses et des travailleurs et des droits humains ainsi que pour la survie des syndicats indépendants au Mexique à la suite d'une imminente adoption de la Loi sur la sécurité intérieure et du projet de réforme de la Loi fédérale du travail

Proposition

21

Que le conseil confédéral de la CSN appuie les démarches entreprises par nos camarades du Mexique contre la Loi sur la sécurité intérieure et la réforme de la Loi fédérale du travail

Que le conseil confédéral de la CSN appuie les actions de plaidoyer ou de mobilisation (dans la mesure du possible) en lien avec la situation syndicale délétère et la crise générale des droits humains au Mexique

Crise dans la presse écrite

22

Attendu la crise économique qui frappe l'industrie des médias et plus particulièrement la presse écrite, imprimée et numérique, avec l'arrivée en force des géants du Web qui captent aujourd'hui plus de 70 % de la tarte publicitaire

Attendu que près de la moitié des emplois dans la presse écrite a disparu au Québec entre 2010 et 2017, qu'il y a eu de nombreuses fermetures de journaux hebdomadaires, locaux et régionaux et que les quotidiens ont fait de nombreuses restructurations

Crise dans la presse écrite

23

Attendu que les politiques culturelles annoncées en septembre dernier par la ministre du Patrimoine, Mélanie Joly, n'ont introduit aucune nouvelle mesure d'aide à la presse écrite

Attendu l'importance des salles de nouvelles de la presse écrite dans la chaîne d'information pour le bon fonctionnement de notre démocratie et du droit du public à l'information

Attendu qu'il y a urgence d'agir dès le prochain budget fédéral afin d'éviter d'autres fermetures, ventes et pertes d'emplois

Proposition

24

Que le conseil fédéral appuie la campagne #presseendanger de la FNC-CSN en rejoignant la page Facebook, le compte Twitter et en partageant les tuiles et capsules vidéos dans nos réseaux

Que les membres du conseil fédéral signent la pétition destinée à être remise en janvier au gouvernement Trudeau et la partagent dans leurs réseaux afin de recueillir un maximum de signatures d'ici à la mi-janvier (www.fncom.org/presse-ecrite-peril)

Proposition

25

Que les membres du conseil confédéral, en collaboration avec les conseils centraux, contactent leurs députés fédéraux, particulièrement les députés membres du PLC, afin de les sensibiliser à l'importance de la presse écrite et de la soutenir par des mesures économiques temporaires telles que des crédits d'impôts sur la masse salariale

Questions de privilège

26